

pour en finir avec l'austérité LE CAPITALISME et toutes les oppressions



La crise actuelle du capitalisme a des conséquences politiques différentes selon les pays mais partout la logique de la classe dirigeante est la même : préserver les privilèges des plus riches en faisant payer les populations.

contre l'austérité

On nous répète que nous devons « nous serrer la ceinture pour sortir de la crise ». Cette idée n'est qu'un vaste mensonge puisque ce qui est pris d'une main aux travailleurs-ses, aux chômeur-ses, aux retraité-es est reversé de l'autre main aux capitalistes.

- ▶ **70, 8 milliards d'euros** : c'est le montant des niches fiscales en France en 2013
- ▶ **4,2 millions d'euros** : c'est le revenu annuel moyen des patrons du CAC 40
- ▶ **50% de chômage chez les jeunes actif-ves (15-24 ans) en Espagne et en Grèce**

(Sources : Budget 2013, L'Expansion, Eurostat)

contre le capitalisme

La misère et les inégalités sont les conséquences de la voracité de quelques privilégiés ! Les patrons et leurs laquais journalistes de marché nous répètent à longueur de journée que le problème est le « coût du travail », alors que le véritable problème c'est le coût du capital.

- ▶ **40 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2012**
- ▶ **165% d'augmentation de la part des dividendes dans le partage de la valeur ajoutée sur 20 ans**
... et seulement 20% d'augmentation du salaire réel sur la même période.
- ▶ **210 milliards d'euros de dividendes versés par les sociétés non financières en 2011**

(Sources : Les Echos, INSEE)

contre toutes les oppressions

L'extrême droite a le vent en poupe partout en Europe, et les discours xénophobes et sexistes se banalisent. Ces mouvements ne font que diviser les classes populaires qui devraient au contraire s'unir contre ce système destructeur.

- ▶ **12 milliards d'euros** : c'est ce que les immigré-es rapportent aux organismes sociaux chaque année
(différence entre les prestations sociales versées aux immigré-e-s et ce qu'ils cotisent au chômage, retraite et sécu).
- ▶ **30%** : c'est l'écart de salaire entre un homme et une femme à travail égal à plein temps

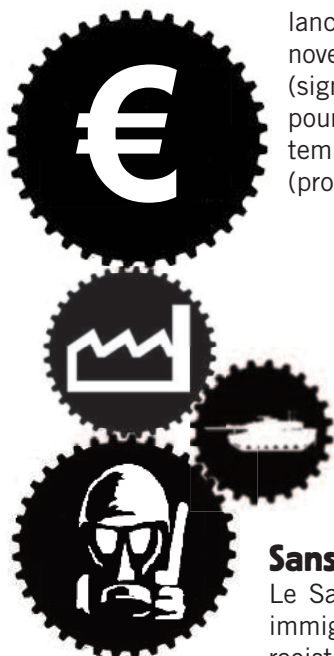
(Sources : Ministère des Affaires sociales, Observatoire des Inégalités)

Le « changement » n'est qu'un slogan !

L'arrivée au pouvoir de François Hollande en mai 2012 et la formation d'un gouvernement socialiste et écologiste n'a pas fait longtemps illusion. Ces derniers ne doivent leur élection qu'au rejet massif et légitime de Sarkozy et de sa clique. Ses représentants étant formés dans le même moule des grandes écoles et du libéralisme, il n'y avait pas grand chose à attendre de l'arrivée au pouvoir de la « gauche ». Les politiques menées sont dans la (droite) ligne de ce qui a été fait sous Sarkozy. Quelques illustrations :

Une politique aux ordres du patronat

Sarkozy ne se cachait pas de ses amitiés envers les plus riches. Sa politique l'illustre : bouclier fiscal, cadeaux fiscaux en tout genre, etc. Le gouvernement socialiste poursuit dans la lancée : après les 20 milliards d'euros de cadeaux fiscaux supplémentaires accordés en novembre 2012, il va transcrire dans la loi l'accord dit de « sécurisation de l'emploi ». Cet accord (signé seulement par trois syndicats minoritaires) fait la joie du MEDEF. On comprend pourquoi puisqu'il offre la possibilité aux patrons de réduire les salaires et/ou d'augmenter le temps de travail des salarié-e-s par des accords d'entreprises en échange du maintien (provisoire) des emplois. Le racket patronal est désormais inscrit dans la loi !



La politique extérieure : l'impérialisme

La droite avait fait la guerre à son ancien ami Kadhafi pour le pétrole libyen. Désormais la « gauche » a elle aussi eu droit à sa guerre : au Mali cette fois. En venant au secours d'une dictature militaire intégrée à la Françafrique, le gouvernement a voulu préserver l'influence française dans une zone riche en uranium et réaffirmer son leadership face aux impérialismes chinois, américain ou qatari.

Sans-papiers, police : les politiques sécuritaires ont la vie dure

Le Sarkozy président continuait le sale boulot du Sarkozy ministre de l'Intérieur: chasse aux immigré-es, flicage de la population, répression des mouvements sociaux. Bref, une politique raciste et sécuritaire. Dans l'opposition, les socialistes se plaisaient à signer des pétitions dénonçant ces politiques. Qu'ont-ils fait en arrivant au gouvernement ? La même chose : poursuite de la chasse aux immigré-es, expulsions des Roms, etc.

Sur les licenciements : beaucoup d'agitation pour pas grand chose

Sarkozy aimait s'agiter devant les caméras dès que des salarié-es étaient menacé-es de licenciement économique mais la réalité c'était le laisser faire et les promesses non tenues. Résultat : des milliers d'emplois détruits, pour le plus grand bonheur des actionnaires, et des salarié-es à la rue. La « gauche » fait-elle mieux ? Non. Beaucoup d'agitation médiatique mais le même laisser-faire : Sanofi, Mittal-Florange ou PSA ne sont que quelques noms sur une longue liste.

- Je souhaite prendre contact avec des militantes et des militants d'Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeur-ses et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19 - contacts@alternativelibertaire.org

Résister contre-attaquer

Les gouvernements passent mais les problèmes s'amplifient. Le changement ne viendra pas «d'en haut» par une énième alternance. Il viendra de la capacité des millions de travailleur-ses, chômeur-ses, retraité-es et jeunes à se mobiliser pour renverser le rapport de force actuel qui profite aux capitalistes. Pour que nos luttes ne restent pas isolées, comme trop souvent, unifions nos revendications.



Sur le front du **logement** : **beaucoup de mal-logé-es et de logements vides !**

En France il y a plus de 3 millions de mal-logé-es et 2,4 millions de logements ou locaux vacants. Les loyers continuent sans cesse d'augmenter et contribuent à l'appauvrissement général. Alternative libertaire revendique :

la réquisition de logements vides et le blocage des loyers.

Chômage, **licenciements**

La France compte 5 700 000 chômeurs et chômeuses inscrit-es et non-inscrit-es à Pôle emploi. Plus d'un chômeur-euse sur deux inscrit à Pôle emploi ne touche pas d'indemnité. Il y a près d'un million de personnes ne touchant aucun droit (ni chômage, ni RSA). Les licenciements continuent d'exploser. Dans l'immédiat, Alternative libertaire revendique :

- *une diminution drastique et un partage du temps de travail sans baisse de salaire et avec des embauches correspondantes,*
- *le droit de veto des travailleur-ses sur les licenciements,*
- *le blocage des dividendes des actionnaires,*
- *la réquisition et l'autogestion des entreprises sacrifiées et, à terme, l'autogestion de toutes les entreprises.*



Antipatriarcat

Le débat récent sur le mariage pour toutes et tous a été l'occasion d'une poussée d'acné des réactionnaires de toutes obédiences. Contre l'homophobie et l'ordre patriarcal, Alternative libertaire revendique :

l'égalité totale entre les homosexuel-es, bisexuel-es, transgenres et hétérosexuel-es ainsi qu'entre les hommes et les femmes.

Ecologie

Alors que la crise écologique se développe, l'entrée des écologistes au gouvernement n'aura pas changé grand chose : maintien des grands projets inutiles (comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes), continuité de la politique nucléaire, reprise de la prospection pour les gaz de schiste. Alternative libertaire revendique :

- *l'abandon des grands projets inutiles,*
- *la sortie rapide du nucléaire,*
- *ni le protectionnisme, ni le libre-échange mais l'autonomie productive.*

Immigration, **racisme** d'Etat :

Les politiques et les discours racistes ne visent qu'à détourner la population de ses vrais ennemis : les patrons, les capitalistes et leurs laquais. Alternative libertaire revendique :

- *l'abrogation des lois racistes et sécuritaires,*
- *la régularisation de tou-ttes les sans-papiers,*
- *le droit de vote des étranger-es.*

S'entraider, lutter, autogérer



Partout dans le monde, les luttes se développent face à la tyrannie et au capitalisme. Les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont réussi à chasser les dictateurs. Mais la route est encore longue jusqu'à l'avènement de sociétés débarrassées des inégalités et de l'oppression. Lutter n'est pas suffisant pour changer les choses. Pour qu'un changement ait lieu, il faut que dans nos résistances, nos luttes, nous construisions les embryons d'un pouvoir réellement aux mains du peuple. Cette perspective repose sur trois axes :

S'entraider : la **solidarité** est une arme

L'appauvrissement, l'exclusion et la résignation qui en résulte sont une aubaine pour les capitalistes qui peuvent continuer leurs politiques cyniques. C'est également sur fond d'isolement et d'abattement que prospèrent l'extrême droite et ses idées démagogiques. Il y a donc urgence à reconstruire des solidarités de classe. L'objet premier de ces solidarités c'est l'accès aux besoins primaires : logement, nourriture, santé, électricité/gaz, etc. Dans nos quartiers ne laissons plus faire les expulsions de locataires ou de squatteur-euses, ne laissons plus les gens à la rue, ne laissons pas faire les coupures d'électricité. Partout des actions directes et collectives de solidarité doivent être menées : réquisition de logements vides, réquisitions de nourriture dans les supermarchés,...

Autogérer : tout le pouvoir au peuple !

Notre objectif ne doit pas être seulement d'empêcher les licenciements et de stopper les mesures d'austérité : il faut qu'à travers nos luttes nous semions les graines d'une véritable transformation de la société. Cela passe par la reprise en main des entreprises par les travailleurs-euses et la mise en autogestion des outils de production. Cela passe également par l'autogestion de nos lieux de vie, d'étude. Partout il nous faut reprendre le contrôle de l'économie, de nos quartiers, en construisant des contre-pouvoirs démocratiques (comités, collectifs, assemblées générales, etc.), contrôlés par le plus grand nombre et au service de toutes et tous. Ce sont ces contre-pouvoirs qui jetteront les bases d'un pouvoir populaire et la perspective d'une nouvelle société qui soit réellement démocratique et égalitaire.

Lutter : convergence et auto-organisation

La résistance à l'offensive capitaliste passe par la solidarité mais aussi par la lutte : tant que le camp des travailleurs et des travailleuses apparaîtra désarmé face aux patrons, ceux-ci continueront à faire ce qu'ils veulent et à nous faire subir la loi du plus riche. Il faut donc que nous nous organisions pour résister et contre-attaquer. Pour cela il faut renforcer, démocratiser et développer les outils de luttes : syndicats, collectifs, comités de quartiers. Pour que nos luttes ne soient pas dénaturées, il faut défendre l'auto-organisation de celles-ci : les assemblées générales, les coordinations sont autant d'outils qui le permettent.

QUI SOMMES-NOUS ?

Alternative libertaire se bat pour une **rupture avec le capitalisme** et pour la **redistribution des richesses**.

Nous sommes pour une société où le pouvoir sera vraiment partagé et **nous refusons toutes les formes de domination**.

Nous sommes pour une société sans classes dominantes et sans classes dominées, sans Etat oppresseur, pour une égalité réelle entre hommes et femmes.

Pour un système économique reposant sur **l'autogestion** et un système politique de **démocratie directe**. Pour une production maîtrisée collectivement, motivée par les besoins des populations et non par la recherche du profit financier d'une minorité.

Nous luttons pour une autre société. **Une société que nous nommons communiste libertaire.**

Alternative libertaire
BP 295
75921 PARIS Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org